

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

AGENCE REGIONALE DE SANTE  
Direction Veille / Sécurité sanitaire et environnementale  
Département santé-environnement

G:\SENVA\COURRIER\2012\ARRETE ET  
CoDERST\CELLULE EAU\0013 Arrêté protection SAINT  
LOUP SUR SEMOUSE.doc

ARRETE ARS/SE/2012 n° **2031** du **25 OCT. 2012**

Portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux souterraines à partir du puits P1 et du puits P2,
- de l'instauration des périmètres de protection autour de ces captages.

Autorisant la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-14 ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin des eaux Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
- VU le code de l'environnement et notamment son article L.215-13 sur la dérivation des eaux ;
- VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et L.1321-10 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;
- VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU la loi de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;
- VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (article 36-2<sup>ème</sup>) et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- VU le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée susvisée ;
- VU le décret n°2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2375 du 21 novembre 2011 autorisant la commune de MANGNONCOURT à produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine et déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de ses ressources ;
- VU la délibération du 28 septembre 2011 par laquelle la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE a validé le dossier d'enquête publique établi en vue d'obtenir l'autorisation de produire et de distribuer l'eau et la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de ses ressources en eau ;
- VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 12 au 28 mars 2012 conformément à l'arrêté préfectoral n°244 du 15 février 2012 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;
- VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 30 avril 2012 ;
- VU l'avis favorable du sous-préfet de Lure du 15 mai 2012 ;
- VU le rapport de la directrice générale de l'agence régionale de santé du 10 septembre 2012 ;
- VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 19 octobre 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

#### **Article 1. OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux de captage et ceux liés à la protection ainsi que les périmètres de protection instaurés autour des ouvrages de prélèvement suivants :

##### **Puits P1 :**

- d'indice de classement national : 03756X0022/P
- de coordonnées Lambert II étendu :
 

X = 895,775	de coordonnées Lambert 93 :
Y = 2 329,040	X = 946032
Z = 253 m	Y = 6759945
	Z = 253 m
- implanté sur la parcelle n°895, section A, au lieudit "*Les Planches*", sur le territoire de la commune de MAGNONCOURT.

##### **Puits P2 :**

- d'indice de classement national : 03756X0011/P
- de coordonnées Lambert II étendu :
 

X = 895,875	de coordonnées Lambert 93 :
Y = 2 328,875	X = 946131
Z = 250 m	Y = 6759780
	Z = 250 m
- implanté sur la parcelle n°893, section A, au lieudit "*Les Planches*", sur le territoire de la commune de MAGNONCOURT.

#### **Article 2. CARACTERISTIQUES DES PRELEVEMENTS**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE est autorisée à dériver les eaux souterraines à partir des ouvrages cités à l'article 1 dans les conditions suivantes :

- ✓ le volume journalier total prélevé sur les deux ouvrages ne peut pas dépasser 1 200 m<sup>3</sup>/jour,
- ✓ le volume annuel total prélevé sur les deux ouvrages ne peut pas dépasser 440 000 m<sup>3</sup>/an.

### **Article 3. OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT**

#### **3.1 – Conditions d'exploitation**

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.

Les ouvrages et leurs annexes doivent être maintenus en parfait état d'entretien et répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE prend toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir tout risque de pollution par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

#### **3.2 – Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et des installations de prélèvement**

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement.

En cas de cessation définitive des prélèvements, la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation des prélèvements.

Les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

### **Article 4. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la commune doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident.

La commune est tenue de laisser libre accès aux installations aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.216-4 du code de l'environnement et L.1324-1 du code de la santé publique, et aux officiers de police judiciaire.

### **Article 5. CONDITIONS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS**

Les installations sont pourvues de compteurs volumétriques permettant de connaître les volumes prélevés dans le milieu naturel et mis en distribution. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

## **SECTION II : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE**

### **Article 6. AUTORISATION**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE est autorisée à produire et distribuer en vue de la consommation humaine l'eau issue des ouvrages cités à l'article 1 ainsi que d'un achat d'eau à la commune de MAGNONCOURT.

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de prélèvement, de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration au préalable au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet. Le préfet fait connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande doit être déposée.

La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du préfet. Cette nouvelle

ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle de l'eau distribuée.

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE est tenue de fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

#### **Article 7. CONDITIONS D'EXPLOITATION**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE doit se conformer en tous points aux dispositions du code de la santé publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruptions de distribution, dérogations ;
- l'information et conseils aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution.

#### **Article 8. CONTROLE SANITAIRE**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE doit se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini par le code de la santé publique.

Les frais d'analyse et les frais de prélèvement sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés en application du code de la santé publique.

La commune tient à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui sont mis à la disposition des agents chargés du contrôle.

#### **Article 9. QUALITE DE L'EAU**

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et à tous règlements existants ou à venir.

Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux brutes fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application peut entraîner la révision de la présente autorisation.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Le préfet se réserve le droit, à tout moment, selon les résultats des analyses :

- d'augmenter la fréquence du contrôle sanitaire ;
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire ;
- de suspendre l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.

#### **Article 10. INSTALLATION DE TRAITEMENT**

L'eau destinée à la consommation humaine produite à partir des ouvrages cités à l'article 1 subit, avant sa mise en distribution, un traitement automatique et continu de déferrisation, démanganisation, filtration, mise à l'équilibre, reminéralisation et désinfection.

Les conditions d'utilisation des différents produits de traitement, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux sont consignés dans le carnet sanitaire cité à l'article 8.

Le préfet peut imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses de l'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

#### **Article 11. INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE**

Sont affichés à la mairie de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir l'agence régionale de santé sous la forme de bilans sanitaires pour une période déterminée.

### **SECTION III : PERIMETRES DE PROTECTION ET TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE**

#### **Article 12. PERIMETRES DE PROTECTION**

Il est établi autour des captages cités à l'article 1 les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté. Les servitudes suivantes sont prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au maire de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, à l'exploitant des ouvrages, à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet dans les limites des périmètres de protection et susceptible de nuire à la qualité de l'eau doit être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de la préservation de la qualité des eaux.

#### **12.1 – Périmètres de protection immédiate**

Deux périmètres de protection immédiate (PPI) sont définis conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Les PPI appartiennent en pleine propriété à la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et doivent le demeurer.

A l'intérieur du PPI du *puits P1* : le *puits P1*, la station de pompage et la bâche de mélange des eaux brutes sont entourés d'un enclos unique réalisé à l'aide d'un grillage rigide haut de 2 mètres, ancré au sol et muni d'un large portail fermant à clé.

Le PPI du *puits P2* est clos par un grillage rigide haut de deux mètres, ancré au sol et muni d'un portail fermant à clé.

A l'intérieur des PPI :

- toutes activités et tous stockages autres que ceux nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages sont interdits ;
- les terrains sont maintenus en herbe et régulièrement fauchés et débroussaillés par des moyens exclusivement mécaniques (le désherbage chimique est interdit) pour permettre l'accès permanent aux ouvrages et éviter la détérioration de la maçonnerie et des clôtures. Les débris végétaux sont évacués en dehors des PPI ;
- aucune servitude de droit de passage, vis à vis de tiers, ne peut-être accordée ou maintenue.

#### **12.2 – Périmètre de protection rapprochée**

Un périmètre de protection rapprochée (PPR) commun aux deux ouvrages cités à l'article 1 est défini conformément aux plans annexés au présent arrêté.

##### **Interdictions :**

- ✓ la création de tout sondage, forage, captage et de toute prise d'eau, temporaire ou permanente, sauf au bénéfice des communes de MAGNONCOURT et SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE ;
- ✓ la destruction du sol naturel pour l'exploitation de matériaux ou la réalisation de fondations (éoliennes, pylônes ...) ;
- ✓ l'exploitation de carrière ;
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature, qu'ils soient temporaires ou permanents, excepté le bois ;

- ✓ l'épandage d'effluents organiques (fumiers, lisiers, purins, boues de stations d'épuration...);
- ✓ le retournement des prairies permanentes ;
- ✓ le rassemblement, même temporaire, de communautés nomades ;
- ✓ l'utilisation de phytosanitaires en forêt sauf pour le traitement sanitaire ponctuel et contre les dégâts du gibier ;
- ✓ le drainage agricole ;
- ✓ la création de nouveaux bâtiments, même provisoires, quelle qu'en soit la nature ou la destination, à l'exception de tout bâtiment dédié à l'alimentation en eau et au bénéfice des communes de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et MAGNONCOURT ;
- ✓ toute activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

#### **Réglementation :**

La plate-forme routière englobée dans le PPR est régulièrement entretenue afin d'éviter que les eaux de ruissellement rejoignent la nappe. La vitesse des véhicules est limitée à 70 km/h sur tout le tronçon de la RD 64 compris dans le PPR.

Les fossés d'infiltration des eaux de ruissellement des chaussées doivent être aménagés de manière à assurer une filtration des eaux avant de pénétrer dans l'aquifère (fossés enherbés).

Les chemins sont consolidés avec des matériaux propres et inertes et les ornières sont nivelées régulièrement pour éviter la stagnation d'eau.

Le remblaiement d'excavations est réalisé exclusivement à l'aide de terres de découverte ou des terres ou roches naturelles.

La création et la modification de route feront l'objet d'une étude hydrogéologique aux frais du pétitionnaire et sur présentation par le pétitionnaire d'un dossier de consultation comprenant : le tracé du projet, profil (hauteurs de décaissement et de remblaiement, origine des matériaux de remblaiement) et l'estimation de la fréquentation future du projet.

L'épandage des phytosanitaires agricoles fait l'objet d'une consignation systématique dans un registre d'épandage (nature du phytosanitaire, quantité épandue, date, nom de la parcelle épandue et date d'épandage).

Le pacage des animaux est réalisé de manière à maintenir le couvert végétal.

Le déversement de produits indésirables ou toxiques susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'eau captée dans les puits s'accompagne d'une récupération des écoulements et d'un décapage des terres imbibées.

#### **12.3 – Périmètre de protection éloignée**

Un périmètre de protection éloignée (PPE) commun aux deux ouvrages cités à l'article 1 est défini conformément aux plans annexés au présent arrêté.

#### **Réglementation :**

Tout projet de construction (lotissement ou individuel) devra faire l'objet d'une vigilance particulière en ce qui concerne la nature des travaux, les risques d'infiltration d'eaux usées non traitées et d'hydrocarbures vers l'aquifère alluvionnaire :

- ✓ les constructions ne devront pas engendrer de constructions enterrées (sous-sol, cuve à fuel, piscine...),
- ✓ les constructions devront être raccordées au réseau collectif,
- ✓ les cuves à hydrocarbures devront être implantées sous abri et dotées d'un bac de rétention de capacité au moins égale au volume stocké.

Les filières d'assainissement des habitations existantes à la date de l'arrêté à l'intérieur du PPE font l'objet d'un diagnostic et si nécessaire d'une mise en conformité avant le 31 décembre 2012.

Les particuliers sont sensibilisés à l'intérêt de maîtriser les apports d'engrais et de produits de traitement dans leur propriété.

Tout projet d'aménagement non soumis à l'avis de l'autorité environnementale qui, par sa nature ou son importance, présente un risque pour la qualité ou la quantité des eaux captées aux puits (aménagements des cours d'eau, ouverture ou remblaiement de sites d'extraction de granulats, nouvelle voie de circulation...) fait l'objet d'une étude particulière aux frais du pétitionnaire et, le cas échéant, s'accompagne de mesures compensatoires à la hauteur de l'impact attendu.

### **Article 13. TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET DISPOSITIF D'ALERTE**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE réalise les travaux suivants :

- ❖ pour limiter l'accès à proximité du puits P2 et le stationnement des pêcheurs, une barrière cadennassable est placée en bordure du chemin rural permettant d'accéder au PPI ;
- ❖ l'artésianisme jaillissant du forage F3 devra être maîtrisé ;
- ❖ les forages F3 et F4 sont munis d'un capot de fermeture permettant un parfait isolement des puits vis-à-vis des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles ;
- ❖ une étude diagnostique du réseau de distribution d'eau dans l'objectif de réduire les fuites, d'augmenter son rendement et d'améliorer la gestion des pompes dans la nappe.

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE établit, en lien avec la gendarmerie et les services gestionnaires des voiries, un plan d'alerte afin d'être avertie dans les plus brefs délais d'accidents, sur les routes traversant le PPR et le PPE, susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux captées.

### **Article 14. DELAIS**

Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 12 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification individuelle du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

### **Article 15. SERVITUDES**

Sont instituées au profit de la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE les servitudes citées à l'article 12 grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.

La commune indemniserà les propriétaires, les détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection des captages cités à l'article 1, conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

### **Article 16. MODIFICATION D'ACTIVITE, D'INSTALLATION A L'INTERIEUR DES PERIMETRES**

Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout propriétaire ou responsable d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui veut y apporter une quelconque modification doit faire connaître son intention au préfet, concernant notamment :

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il doit fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le préfet peut prescrire une étude hydrogéologique, aux frais du pétitionnaire.

Le préfet fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

## **SECTION IV : DELAIS DE MISE EN CONFORMITE**

#### **Article 17. MISE EN CONFORMITE**

Les études et les travaux de mise en conformité, notamment ceux visés aux articles 10, 12 et 13, sont à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 24 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Le procès-verbal de réception des travaux doit être adressé à l'autorité sanitaire.

### **SECTION V : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 18. RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRÊTE**

Les maires de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et MAGNONCOURT sont responsables du respect de l'application du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

#### **Article 19. DUREE DE VALIDITE**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages cités à l'article 1 restent en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

#### **Article 20. DELAIS D'EXPROPRIATION**

Les expropriations éventuelles doivent être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

#### **Article 21.**

La commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE ne peut s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'elle aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

#### **Article 22.**

Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-1 A et B du code de la santé publique.

#### **Article 23.**

Le présent arrêté :

- est opposable après avoir été :
  - affiché en mairies de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et MAGNONCOURT pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents, par les soins du préfet et aux frais de la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, dans deux journaux diffusés dans le département ;
  - notifié individuellement, par les soins de la commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée ;
- est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- est inséré dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an à compter de l'affichage en mairies du présent arrêté ;
- est conservé par les maires de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et MAGNONCOURT qui délivrent à toute personne en faisant la demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

#### **Article 24. RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (direction



générale de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 Paris) dans les deux mois suivant sa notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être formé contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite de l'administration si un recours administratif a été déposé. Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

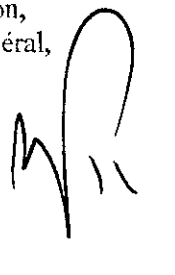
#### **Article 25.**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lure, la directrice générale de l'agence régionale de santé et les maires de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE et MAGNONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera également adressé :

- à la directrice départementale des territoires ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- au délégué régional de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- au directeur du bureau de la recherche géologique et minière (BRGM) de DIJON ;
- au président du conseil général de la Haute-Saône ;
- au président de la chambre d'agriculture de la Haute-Saône.

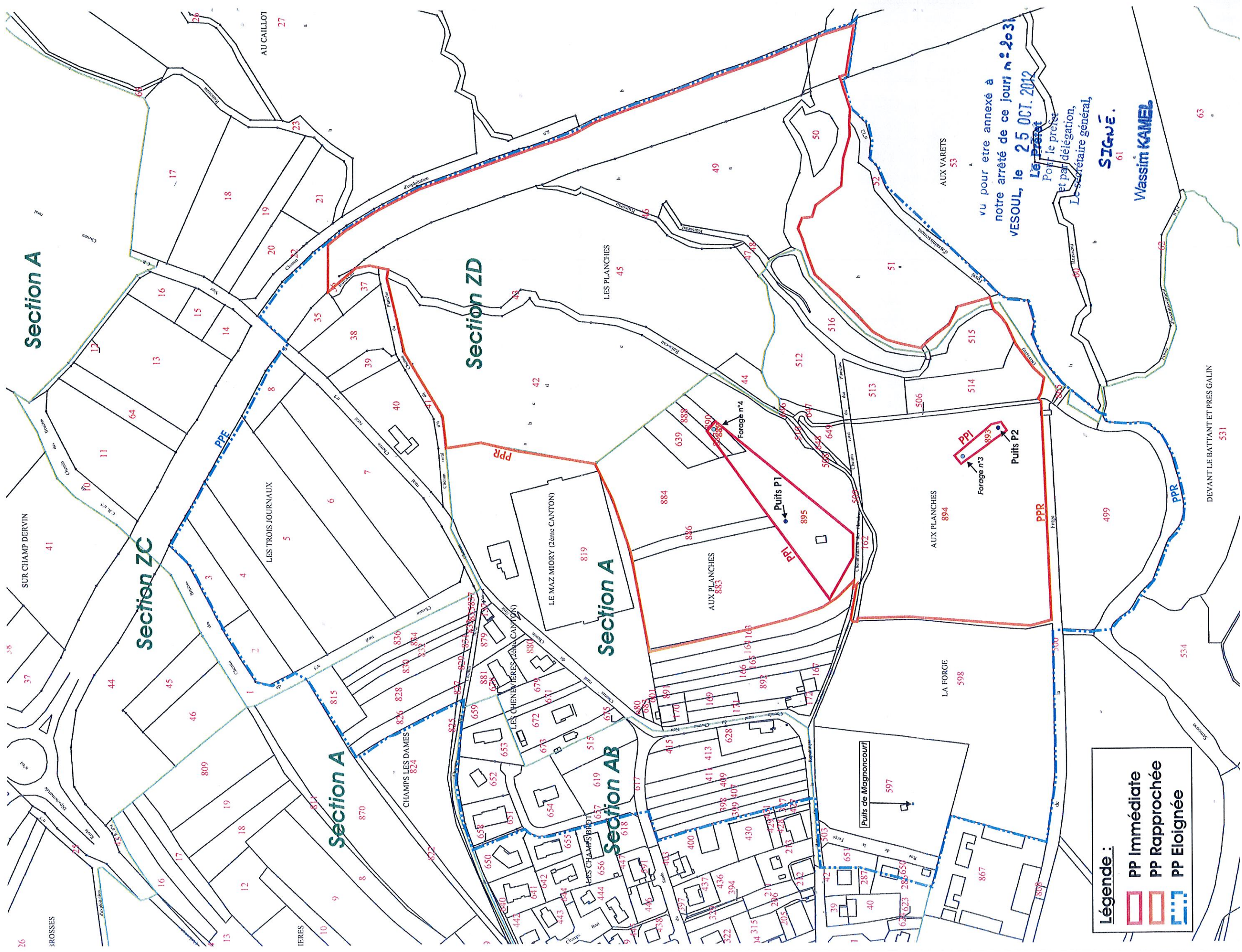
A Vesoul, le 25 OCT. 2012

Pour le préfet  
et par délégation,  
secrétaire général,

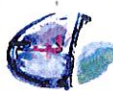


Wassim KAMEL









## Légende :

-  PP Immédiate
-  PP Rapprochée
-  PP Eloignée

